

Président de la commission d'enquête PLUi CCJN

Monsieur Gérôme FASSET  
Président de la CCJN  
1 chemin du Tissage  
39700 Dampierre

### Procès Verbal de synthèse

Monsieur le Président

Par décision de Monsieur T.TROTTIER, Président du Tribunal Administratif de Besançon, en date du 13 juillet 2023, j'ai été désigné en qualité de président de la commission d'enquête concernant le projet de PLUi de la CCJN, ainsi que Mrs Jacques AUGIER et Christian FRENOIS, en qualité de membres titulaires et M. Jean-Luc MILLET en qualité de suppléant.

Suite à votre demande, par décision de Madame N. DIEBOLD, magistrate déléguée du Tribunal Administratif de Besançon, en date du 31 juillet 2023, la mission de la commission d'enquête a été étendue au projet de PDA concernant 8 communes de la CCJN.

Suite à votre demande, par décision de Madame C. SCHMERBER, Présidente du Tribunal Administratif de Besançon, en date du 11 décembre 2023, la mission de la commission d'enquête a été étendue au projet d'abrogation des cartes communales concernant 15 communes de la CCJN.

En date du 22 novembre 2023, vous avez pris l'arrêté de mise à l'enquête publique unique, portant sur le projet de PLUi, de PDA et d'abrogation des cartes communales, à partir du 8 janvier jusqu'au 7 février 2024, soit 31 jours consécutifs, précisant toutes les modalités réglementaires.

Nous avons constaté que les parutions dans deux journaux avaient bien eu lieu dans le respect des délais réglementaires et que les 32 communes de la CCJN avaient certifié l'affichage de l'arrêté d'enquête sur les panneaux prévus à cet effet, dans les délais réglementaires.

Nous avons constaté que le dossier d'enquête, en partie version papier et en partie disponible sur ordinateur, ainsi qu'un registre d'enquête pour le PLUi avait été mis à disposition dans chaque commune, qu'un registre d'enquête pour les PDA avait été mis à disposition dans les communes concernées, les jours et heures habituels d'ouverture, également qu'un exemplaire des dossiers d'enquête et un exemplaire des registres d'enquête avaient été mis à disposition du public au siège de la CCJN, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Nous avons constaté que les dossiers d'enquête et les registres d'enquête avait bien été mis en ligne sur les sites dématérialisés, ouvert du 8 janvier 2024 à 8h jusqu'au 7 février 2024 à 17h.

Nous avons effectué les 35 permanences prévues dans les communes de la CCJN, selon les jours et heures indiqués dans votre arrêté. Les 3 bourgs centre ont bénéficié chacun de 2 permanences et les autres communes, chacune d'une permanence.

Ainsi qu'il était précisé dans votre arrêté, j'ai clos l'enquête le 7 février 2024 à 17h et arrêté et signé tous les registres d'enquête au fur et à mesure qu'ils m'ont été remis.

J'ai également enregistré toutes les contributions qui avaient été déposées sur les registres dématérialisés, arrêtés à 17h le 7 février 2024.

L'enquête s'est déroulée sans incident particulier, dans une ambiance sereine et le public a pu librement consulter les dossiers et s'exprimer sur les registres dématérialisés ou consulter les dossiers et s'exprimer sur les registres mis à disposition dans les 32 mairies et au siège de la CCJN, les personnes qui le souhaitent pouvaient également m'adresser des courriers ou rencontrer un commissaire enquêteur lors des 35 permanences qui ont été tenues tout au long de l'enquête.

#### Bilan de l'enquête

Sur le registre dématérialisé PLUi et abrogation cartes communales :

5.930 personnes ont visité le site (certaines sans doute plusieurs fois).

3.924 personnes ont téléchargé au moins un document, soit au total 6.255 documents téléchargés.

86 contributions ont été déposées par 72 personnes (dont 8 anonymes).

Sur le registre dématérialisé PDA :

807 personnes ont visité le site (certaines sans doute plusieurs fois).

275 personnes ont téléchargé au moins un document, soit au total 404 documents téléchargés.

4 contributions ont été déposées sur le site dématérialisé des PDA, par 4 personnes, mais par erreur car concernant le PLUi, ces contributions ont été comptabilisées dans le PLUi.

Par email sur le site de la CCJN : 1 contribution

Par courrier au siège de la CCJN : 2 contributions

On peut donc considérer que l'addition des contributions reçues par ces moyens, concernant le PLUi, conduit au chiffre de 93 contributions qui peuvent se détailler ainsi : 2 contributions en doublon, 42 en opposition au projet de la zone d'activité des 4 fesses ; 15 en opposition au projet éolien dans la forêt de l'Arne ; 17 critiquent ou sont en opposition sur le projet du PLUi, en général ou sur des points particuliers ou signalent des erreurs ; enfin 17 présentent des projets ou demandent des modifications pour réaliser des constructions ou créer des activités.

Lors des 35 permanences dans les communes : Concernant le PLUi 155 personnes ont été reçues et renseignées, 120 observations ont été déposées sur les registres de 28 mairies,

aucune observation n'a été inscrite sur les registres des communes de Plumont, Our, Louvatange et Vitreux.

On peut classer les 120 observations sous les rubriques suivantes : 50 demandes de possibilité de construire ou d'agrandir des logements ou des annexes ; 15 critiques diverses du projet ou de certains points (y compris zone des 4 fesses) ; 13 contestations de zonages ou demande de rectification ; 8 demandes pour création d'activité ou de développement d'activité ; 6 sur des projets ENR ; 6 pour des erreurs à rectifier ; et pour terminer un ensemble de questions, constatations ou propositions diverses, d'importance plus ou moins relative, dont vous jugerez la pertinence.

Concernant les PDA : 6 observations ont été déposées sur le registre de Dammartin-Marpain, concernant le château de cette commune. 1 observation sur le registre de Rans concernant la présentation qui ne semble pas correspondre à l'arrêté de classement MH.

Concernant l'abrogation des cartes communales : Aucune observation n'a été déposée.

Concernant le projet de PLUi pour les 28 communes ayant reçu les 120 observations, elles se répartissent ainsi :

Commune de Brans : 10 observations  
Commune de Courtefontaine : 1 observation  
Commune de Dammartin-Marpain : 14 observations  
Commune de Dampierre : 4 observations  
Commune d'Etrepigny : 2 observations  
Commune d'Evans : 10 observations  
Commune de Fraisans : 6 observations  
Commune de Gendrey : 2 observations  
Commune de La Barre : 1 observation  
Commune de La Bretenière : 2 observations  
Commune de Montepain : 5 observations  
Commune de Montmirey la Ville : 6 observations  
Commune de Montmirey le Château : 2 observations  
Commune d'Offlanges : 2 observations  
Commune d'Orchamps : 2 observations  
Commune d'Ougney : 3 observations  
Commune de Pagny : 7 observations  
Commune de Plumont : 1 observation  
Commune de Ranchot : 3 observations  
Commune de Rans : 13 observations  
Commune de Romain : 2 observations  
Commune de Rouffange : 1 observation  
Commune de Salans : 6 observations  
Commune de Saligney : 2 observations  
Commune de Serre les Moulières : 4 observations  
Commune de Taxenne : 3 observations  
Commune de Thervay : 6 observations

**Commentaires :** La commission d'enquête a pu constater qu'un nombre important de personnes avait consulté le site dématérialisé et téléchargé un nombre très important de documents, par contre la fréquentation des permanences dans les communes a été

relativement faible, au regard de l'importance du projet, mais néanmoins chaque commissaire enquêteur de service a pu renseigner, expliquer et répondre aux questions de toutes les personnes qui s'y sont présentées.

### **Observations de la commission d'enquête**

En plus des réponses à donner aux observations du public, la commission d'enquête souhaite connaître les réponses de la CCJN concernant les avis de la MRAE et des autres PPA, bien qu'un premier tableau, qui apporte en grande partie les réponses, lui a été préalablement remis quelques jours avant le début de l'enquête, mais qui demande à ce que les points principaux soient confirmés, soit davantage explicités ou éventuellement modifiés.

Entre autres, concernant l'avis du Préfet :

a) Consommation foncière : l'art L154-1 du code de l'urbanisme prévoit que le rapport de présentation analyse cette consommation au cours des 10 ans précédant l'arrêt du projet ce qui, pour l'autorité préfectorale, n'est pas réalisé : l'objectif du SRADDET qui vise une réduction de 50% de la consommation d'ici 2050 n'est donc pas vérifiable : quelle est la position de la Communauté de communes sur cette affirmation ?

b) Pour les OAP sectorielles de Brans (rue du moulin) et de Montmirey le Château (rue de Brans), comment est justifiée l'absence d'évitement et des mesures correctives voire compensatoires sont-elles proposées ?

2/Avis CAUE : quelle réponse la communauté de communes entend donner à la demande de retirer des zones constructibles l'OAP rue des Tilleuls (commune de Dammartin Marpain) ?

3/Avis Chambre d'Agriculture : quelle suite a été donné au refus de la Chambre (commune de Dammartin Marpain) de classer en zone 1AURB la zone dite « des 4 fesses » tant qu'un accord avec l'agriculteur sur place n'a pas été trouvé.

Par ailleurs, ZONE HUMIDE : Commune de Brans : le document du 13/02/23 « délimitation réglementaire des zones humides sur les zones à urbaniser du PLUI » rend-il impossible la création du seul secteur communal (0,86ha) 1AURB rue du moulin ?

La commission d'enquête a également relevé quelques autres points du dossier qui demandent à être précisés ou explicités.

Il apparaît, concernant les principales contributions déposées sur le site dématérialisé, que le projet de la zone d'activité des « 4 fesses » pose « d'énormes craintes » à la commune de Pesmes pour la survie de ses commerces et activités, il serait bon de préciser comment ce projet tient bien compte de ce qui existe déjà à Pesmes et que les activités prévues ne seront pas réellement en concurrence défavorable, mais plutôt différentes ou complémentaires.

Nous avons aussi constaté de nombreuses erreurs ou omissions sur les documents graphiques, mis à disposition dans les communes, ce qui a compliqué les renseignements demandés par le public et dégagé des critiques, mais il est bien sûr maintenant trop tard pour les corriger.

Egalement, que certaines communes ne bénéficiaient quasiment pas de zone constructible, ou vraiment très peu, pour implanter des logements dans la décennie à venir, avez-vous prévu une solution pour remédier à cette carence.

Je joins, en annexe de ce PV, la copie complète des observations déposées sur les registres des communes et les contributions reçues sur le site dématérialisé, en version papier et en version numérique par clé USB

**Rappel de la procédure :**

En application de la procédure légale des enquêtes publiques, je vous remets en main propre, ou à la personne autorisée par vous, ce procès verbal de synthèse, dans un délai maximum de 8 jours après la clôture de l'enquête, soit le 15 février 2024, je vous remercie de bien vouloir me communiquer par un mémoire en réponse, si vous le souhaitez, votre avis sur ces observations, au plus tard dans le délai légal de 15 jours après remise de ce PV, soit le 1<sup>er</sup> mars 2024.

Votre réponse peut m'être adressée par courrier postal, par mail ou remise en main propre si vous souhaitez me la commenter.

Chaque observation, si elle soulève un point particulier en rapport direct avec les projets, appelle à un examen et une réponse précise. La réponse apportée peut être considérée comme un engagement à en respecter les termes lors de l'adoption finale du projet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de toute ma considération.

Le 15 février 2024

Pierre BEIRNAERT



